

je suis heureux maintenant d'annoncer que j'ai adressé au président Kennedy, au nom du Gouvernement canadien, une invitation,—que, j'espère, cette Chambre et l'autre endroit approuveront,—de se rendre au Canada à un moment approprié avant la fin de la présente session du Parlement. Le président m'a dit qu'il serait heureux d'accepter cette invitation, à condition qu'on puisse fixer un moment qui pourrait convenir aux deux pays.

Les dispositions relatives à cette visite seront prises par la voie diplomatique. En lui adressant cette invitation, j'ai exprimé l'espoir qu'il marquerait sa première visite au Canada en sa qualité de président, en portant la parole devant les deux Chambres réunies du Parlement.

Pour résumer, je suis plus que jamais convaincu de la valeur de ces réunions non officielles. Il existe, dans nos relations, quelque chose qui pourrait servir de modèle à d'autres nations du monde, comme la façon si évidente, aujourd'hui, dont nous nous sommes réunis pour discuter les problèmes qui se posent à nos deux pays. Quand il y a désaccord, nous tâchons, par des concessions réciproques, d'en arriver à un règlement amical, symbolisant ainsi quelque chose qui est tellement nécessaire dans le monde aujourd'hui.

Cette rencontre ne devrait être évaluée ni par sa durée, ni en fonction du nombre de drapeaux qu'on a fait flotter, mais comme l'occasion de se mieux connaître, de se mieux comprendre et de faciliter l'étude des problèmes que nous avons en commun de la façon concrète et officieuse qui convient entre proches voisins et amis.

C'était pour moi une révélation des plus stimulantes. Le président des États-Unis vous laisse l'impression d'un homme dédié à la cause de la paix, au relèvement des normes économiques, non seulement dans son propre pays, mais dans tous les pays, d'un homme qui tient à voir se réaliser, de son temps, le désarmement dans toutes les nations du monde.

## La crise au Laos

*Le 1<sup>er</sup> février, en réponse à une question sur l'exactitude d'une nouvelle radiodiffusée, selon laquelle "les efforts faits en vue de ranimer la Commission internationale de surveillance au Laos n'auraient pas réussi", et au sujet de l'affirmation prêtée à l'Inde "que l'échec serait dû à la ligne de conduite du Canada", le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Green, a déclaré:*

Je n'ai pas entendu le bulletin de nouvelles en question, mais il est complètement erroné. En fait, l'Union soviétique, dont le représentant était un des deux coprésidents de la Conférence de Genève en 1954, l'autre coprésident étant le représentant du Royaume-Uni, est à étudier un projet de lettre au Gouvernement de l'Inde, pour lui demander de désigner le président de la Commission du Laos et de l'envoyer au Laos en vue d'obtenir que le roi laotien consente au retour de cette Commission dans son malheureux royaume. Si le roi y consent, la Commis-